

# Journée de protestation contre les centres de rétention

Les dix derniers jours de l'année 2007 ont vu se développer des révoltes de détenus dans plusieurs Centres de Rétention Administrative (CRA). Les détenus protestent contre les conditions de leur détention, contre les humiliations quotidiennes et les actes racistes de leurs gardiens. Ils protestent aussi et surtout contre le sort fait aux sans-papiers dans ce pays et contre la chasse à l'homme dont ils sont l'objet. Face à ces cris des « nouveaux damnés de la terre », la répression n'a pas tardé. Les coups sont tombés. Les supposés meneurs ont été déplacés puis rapidement expulsés.

Interpellé par le Réseau Education Sans Frontières sur ces conséquences de la « course au chiffre d'expulsion, le ministère de l'identité nationale et de l'immigration ne trouve rien d'autre à répondre que : « Il n'y a ni plus ni moins d'abus que les mois précédents, tous les étrangers en situation irrégulière ont vocation à retourner dans leur pays ». La Fédération Sud éducation sans limite de durée pour certains d'entre eux. Ces Centres de Rétention Administrative sont de véritables prisons. La construction accélérée de nouveaux centres de rétention et l'externalisation à des pays comme le Maroc ou la Lybie (plus tard l'Ukraine...) de l'activité de tri des « candidats » à l'immigration vers l'Europe tra-

duisent la mise en place d'une gestion industrielle des expulsions à l'échelle européenne. La se met en place la politique « d'immigration choisie » voulue par Sarkozy comme doctrine officielle européenne. La s'institue la privation de liberté comme modèle de gestion des personnes migrantes.

En France, ces centres ont vu passer près de 300 mineurs - y compris des nouveaux nés- en 2007, année durant laquelle plus de 21 000 sans-papiers ont été expulsés vers des pays où pour nombre d'entre eux leur vie même est en jeu. Toute l'année, les préfectures et les services de police ont eu recours à tous les moyens et tous les stratagèmes pour interpellier, placer en rétention et expulsés. Rallés dans les transports et dans les rues, descente de police sur les lieux de travail, dans des magasins, dans les écoles, les collèges et les lycées. Convocations pièges, contrôles au domicile, interpellations à domicile, tout est bon pour faire du chiffre, même avec le risque de tuer. Et le gouvernement de prévoir 28 000 expulsions pour 2008.

Centres de Rétention Administrative.

Le 19 janvier auront lieu dans plusieurs pays de l'Union européenne ne des manifestations de protestation contre l'emprisonnement dont sont victimes les sans papiers dans tous les pays européens et cela sans limite de durée pour certains d'entre eux. Ces Centres de Rétention Administrative sont de véritables prisons. La construction accélérée de nouveaux centres de rétention et l'externalisation à des pays comme le Maroc ou la Lybie (plus tard l'Ukraine...) de l'activité de tri des « candidats » à l'immigration vers l'Europe tra-

duisent la mise en place d'une gestion industrielle des expulsions à l'échelle européenne. La se met en place la politique « d'immigration choisie » voulue par Sarkozy comme doctrine officielle européenne. La s'institue la privation de liberté comme modèle de gestion des personnes migrantes.

## Adhères et réadhérez: le syndicat ne vit que de vos cotisations !

Salaires net mensuel	Cotisation annuelle
- de 600 €	6 €
+ de 600 €	15 €
+ de 750 €	27 €
+ de 900 €	45 €
+ de 1000 €	54 €
+ de 1100 €	64 €
+ de 1200 €	75 €
+ de 1300 €	87 €
+ de 1400 €	99 €
+ de 1500 €	112 €
+ de 1600 €	127 €
+ de 1700 €	142 €
+ de 1800 €	158 €
+ de 1900 €	174 €
+ de 2000 €	191 €
+ de 2100 €	209 €
+ de 2200 €	227 €
+ de 2300 €	246 €
+ de 2400 €	266 €
+ de 2500 €	287 €
+ de 2600 €	309 €
+ de 2700 €	331 €
+ de 2800 €	354 €
+ de 2900 €	378 €
+ de 3000 €	403 €
+ de 3100 €	429 €
+ de 3200 €	455 €
+ de 3300 €	482 €
+ de 3400 €	510 €
+ de 3500 €	539 €
+ de 3600 €	565 €

Nom : ..... Prénom : ..... Retraité(e) ..... Temps complet ..... Temps partiel .....  
 Grade précis (ex : OEA, PE direct, d'école, Instt., MA, PLP1, Certifié(e)), Stagiaire, MI-SE, Administratif...) .....  
 Adresse personnelle : .....  
 Tél. : .....  
 E mail : .....  
 Fonction et adresse établissement : .....  
 Montant de la cotisation annuelle : .....  
 Mode de paiement : chèque à l'ordre de Sud Education 29  
 Je souhaite recevoir des informations régulièrement par mail  
 J'accepte d'être le/la correspondant/e de Sud Education 29 dans mon école/établissement :   
 Date : .....  
 Signature .....

SUD éducation 29 pourra utiliser ces renseignements pour adresser ses publications. Je demande à SUD éducation 29 de me communiquer les informations professionnelles et de gestion de ma carrière auxquelles il a accès à l'occasion des commissions paritaires et l'autorisation de faire figurer ces informations dans des fichiers et des traitements informatisés, dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978. Cette autorisation est révoquée par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès, en m'adressant à SUD éducation 29.

déposé le 11/01/08

Dispensé de timbrage | Brest CTC

**P** PRESSE DISTRIBUÉE LA POSTE

SUD éducation  
 2, rue Amiral Nielly  
 29200 Brest

Solidaires Union Syndicale

Brest 2 Rue Amiral Nielly ☎ 02 98 05 12 93. **Quimper** 2 Av. Y. Thépot, ☎ 02 98 53 04 16, sud.education29@laposte.net  
 Permanence **Quimper**, jeudi 14H-17H, Brest, mardi 14H-17H, site : http://sudeducation29.infini.fr/



# Grève

## le 24 janvier

Services publics  
 Précarité  
 Emplois  
 Salaires

# Il y a urgence!

L'information des données, évaluation des professeurs des écoles par le biais des résultats des élèves, renforcement du poids de la note administrative par rapport à la note pédagogique, suppression d'un an de formation pour les élèves de l'enseignement technologique à l'enseignement pro, contournement du droit de grève, privatisation des universités par la loi LRU, recrutements sous contrats de droit privé, menaces sur certaines disciplines trop « critiques » comme les SES ou orientation des élèves confiée aux professeurs d'histoire-géographie (auditions de la commission Rocard-Fochard)...

En guise de cadeau de fin d'année, Eric Woerth a annoncé son intention de rattraper nos 6% de pouvoir d'achat perdus depuis 2001. La mesure serait bienvenue si elle n'était pas limitée à 24% des fonctionnaires uniquement. Tous les autres n'auront pas un euro de plus puisque la progression à l'ancienneté suffit à compenser l'inflation, et compenser l'inflation suffit aux travailleurs privilégiés de la Fonction publique ! C'est avec une potion aussi amère que le gouvernement espère nous faire avaler son gigantesque plan social : la suppression de 150000 agents d'ici la fin de la législature, principalement dans l'Education nationale. Présente abusivement comme un moyen d'augmenter nos salaires, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux prépare des lendemains qui déchantent.

**Car nous ne gagnerons pas plus en étant moins nombreux, mais nous travaillerons certainement plus et moins bien.**

Toutes les reformes envisagées rue de Grenelle le contrôle renforcé des élèves et des enseignants par tion des résultats des établissements sur internet, provient : suppression de la carte scolaire, publication des établissements sur internet,

**Manifestions du 24 janvier à Brest, Quimper, Quimper et Morlaix à 10h30.**

Leur avenir soit décidé sans ceux qui y travaillent ! Les services publics sont trop importants pour que déterminée, à commencer par le 24 janvier.

# RESF ne souhaite pas une bonne année au ministre de l'immigration et de l'identité

Nos vœux, notre soutien vont à tous ceux que ce gouvernement traque, place en rétention et tente par tous les moyens y compris la violence, d'expulser. Ils vont particulièrement à : David Kasoian, 20 ans, introuvable au moment où toute sa famille d'origine réunie a été renvoyée en Géorgie, au début de l'année. CAF de menuiserie, et promesse d'em-  
 ► Aux retenus des centres de rétention administrative, en grève de la faim pour certains, qui s'emparent de la parole et nous interpellent sur la situation indigne que ce gouvernement leur inflige.  
 ► A tous les étrangers expulsés dont le fichier Eloi conservera 3 ans les données personnelles, celles de leurs parents et celles de leurs enfants, aux fins de faciliter le suivi et l'exécution des expulsions.  
 ► A leurs soutiens, les inoublables, coupables du délit de solidarité.  
 ► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.



Pour faire entendre que ces vies ne sont pas des quotas, pas des objectifs chiffrés à atteindre, RESF prolonge la campagne d'envoi de lettres au ministre de l'immigration. Portés par la voix d'artistes et de militants, ces récits résonneront au cours d'une lecture publique dans les prochaines semaines.

► Aux retenus des centres de rétention administrative, en grève de la faim pour certains, qui s'emparent de la parole et nous interpellent sur la situation indigne que ce gouvernement leur inflige.  
 ► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

# Service minimum dans les écoles une attaque contre le droit de grève

Enfin, cense sur le gâteau, les retenues sur salaires des enseignants grévistes servent à payer les animateurs chargés d'accueillir les enfants "victimes" des grèves.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

**Mobilisation des lycéens et réaction des directions**  
 SUD Education dénonce le comportement de certaines directions d'établissements qui ont, soit empêché les lycéens de se mobiliser, soit essayé de leur vendre la réforme "de façon objective" en dénonçant les "enseignants manipulateurs". Rappelons à tous ceux qui ont essayé d'empêcher les blocs, en 2006, par des pressions inacceptables que le CPE a été déclaré illégal par le Bureau International du Travail.

**SUD éducation vous présente ses meilleurs vœux pour 2008**  
 En tout cas, cette année commence très sélectif, donc, et qui illustre une direction de l'éducation nationale : le ministère vient de leur accorder une prime de Noël qui se répartit ainsi :  
 ✓ Chefs d'établissement du 2nd degré : 750 euros  
 ✓ Adjoints : 375 euros  
 ✓ Autres personnels : 0 euro...  
 Un "travailler plus pour gagner plus" ble des enseignants.

## Drôle de conception de la discussion !

La refonte des filières de l'enseignement professionnel a été lancée sans la

Bien mauvaise nouvelle en cette rentrée des vacances de Noël : malgré la note de Darcos de la mi-décembre qui préconisait la suspension de la réforme, la quasi totalité des transformations de BEF en bac pro dans l'académie de Rennes est maintenue. Le recteur est resté sourd aux protestations des enseignants et des jeunes dans la rue ces dernières semaines.

## Protocole de discussion : l'arnaque

C'est une des méthodes de com' privilégiées du ministre de l'Education Nationale, Xavier Darcos. Après le protocole de discussion sur le 1er degré signé avec le SNUIPP et le SGEN le 8 novembre 07, cette fois c'est le tour du SNETAA, du SGEN, du SE-UNSA et du SNALC de signer le 18 décembre 07 un document préparant la casse de l'enseignement professionnel public. Rappelons que le préalable posé à la discussion avec les organisations syndicales est l'acceptation pure et simple du principe de la réforme. Le ministre est donc prêt à discuter... à condition que tout le monde soit d'accord avec lui !

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

Réunissant AC ! - Alter - AlterEko - Alternatifs - Alternative Citoyenne Genevilliers 92 - APEIS - ATTAC - Cactus La Gauche - CGT Finances - Collectif des Socialistes pour le Renouveau de la Gauche (CSPRG) - Confédération Paysanne - Convergence Citoyenne pour une Alternative à Gauche (CCAG) - Convergence pour la défense et le développement des services publics - Coordination des Groupes de Femmes Egalité - Coordination nationale des collectifs anti-biaux - Démocratie & Socialisme - Fédération des Associations des Travailleurs et des Jeunes (DIDF) - Fondation Copernic - Forces Militantes - LCR - Marches européennes - MARS / Gauche Républicaine - PCF - PCOF - Pour la République Sociale (PRS) - Réseau Féministe Ruptures - - SNESUP - Union des Familles Laïques - Union syndicale Solidaires

Le traité modifié européen est signé aujourd'hui, à Lisbonne, par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE. Ce faisant, Sarkozy et sa

# Réforme du lycée professionnel : diviser pour passer !

moins de la part de Darcos de la mi-décembre qui préconisait la suspension de la réforme, la quasi totalité des transformations de BEF en bac pro dans l'académie de Rennes est maintenue. Le recteur est resté sourd aux protestations des enseignants et des jeunes dans la rue ces dernières semaines.

C'est une des méthodes de com' privilégiées du ministre de l'Education Nationale, Xavier Darcos. Après le protocole de discussion sur le 1er degré signé avec le SNUIPP et le SGEN le 8 novembre 07, cette fois c'est le tour du SNETAA, du SGEN, du SE-UNSA et du SNALC de signer le 18 décembre 07 un document préparant la casse de l'enseignement professionnel public. Rappelons que le préalable posé à la discussion avec les organisations syndicales est l'acceptation pure et simple du principe de la réforme. Le ministre est donc prêt à discuter... à condition que tout le monde soit d'accord avec lui !

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

\*rapport n°2005-102 de septembre 2005



# Nouveau traité européen : déni de démocratie !

Les députés et sénateurs de gauche ont leur propre responsabilité, quelle que soit leur option sur le contenu du traité : celle de faire respecter la souveraineté populaire, conformément à l'engagement des candidat(e)s de gauche à l'élection présidentielle, en permettant ainsi aux électeurs et électrices de s'emparer de l'Assemblée Nationale et le Sénat pourraient adopter définitivement le traité sans que le peuple soit consulté ! Sur le fond, ce nouveau texte entend, à l'identique du TCE, amplifier la cons-truction libérale, sécuritaire et atlantiste de l'Union Européenne.

► A tous les jeunes, les familles, ceux qui aujourd'hui sans papiers, sont d'abord nos voisins, nos élèves, nos compagnons de travail.  
 Depuis le 22 décembre, RESF reçoit chaque jour des dizaines de lettres, qui parlent de vies qui seraient banales, si elles n'étaient pas sous la menace de la chasse à l'étranger menée par ce gouvernement, des lettres dont les auteurs disent également l'indignation et la honte que ces actes, faits en leur nom, leur inspirent.

Directeur de la publication : PY Cuzon  
 Imprimé par nos soins  
 n° de CPPAP 04095 S 05227